

propagande subliminale. La situation a changé. Le Canada est maintenant plus fort, plus riche et plus compétent. Nous pouvons profiter de l'exemple des autres pays, mais nous devons en même temps nous occuper de l'expansion d'une presse nationale.

Certains Canadiens ont prétendu que le bill C-58 est simplement un exemple flagrant de favoritisme commercial envers le Canada central, surtout Toronto, et plus précisément les entreprises Maclean-Hunter. Eh bien, ce sont des entreprises canadiennes et tous les Canadiens peuvent y participer. Si cela n'est pas suffisant, les Canadiens peuvent lancer leurs propres entreprises dans l'Est ou dans l'Ouest sans avoir à livrer concurrence à deux revues qui jouissent d'avantages spéciaux au Canada, soit le *Time* et le *Reader's Digest*.

Certains critiques affirment que la plupart de ceux qui leur ont écrit à ce sujet s'opposent au bill C-58. C'est évident; les députés peuvent s'attendre à recevoir des lettres négatives sur tout sujet. Mais les sondages d'opinions n'ont pas révélé d'opposition au bill. Ni les sondages professionnels, ni les petits sondages privés que peuvent faire les députés n'ont indiqué que les Canadiens s'opposaient au bill C-58, même si *Time* et *Reader's Digest* ont lancé à ce sujet l'une des campagnes de publicité les plus importantes et les plus intimidantes de toute l'histoire politique du Canada. Le printemps dernier, j'ai fait mon propre sondage en écrivant à mes électeurs de la circonscription de Halton. Malgré toute la propagande faite à ce sujet, seulement 34 p. 100 de ceux qui ont répondu à ma lettre s'opposaient au bill C-58. Environ 44 p. 100 étaient en faveur du bill et 22 p. 100 n'avaient rien à dire à ce sujet. Fait encore plus important, j'ai reçu moins de réponses à ce questionnaire qu'à d'autres. De toute évidence, malgré toute la propagande, moins de gens s'intéressent à la question qu'au crime et aux grèves.

Certains pensent avec pessimisme que même si les concurrents étrangers perdent leurs avantages actuels, les revues canadiennes comme le *Maclean's* seront toujours des revues de qualité médiocre, à faible tirage, de piètres entreprises nationalistes. Les critiques formulées à l'égard de ces revues par le passé étaient justifiées dans une certaine mesure. Certains articles et sections étaient faibles, frivoles, fantaisistes, non pertinents, de mauvais goût, et ainsi de suite. Chose curieuse, malgré cette médiocrité, il y a toujours eu aussi d'excellents articles. De toute façon, les rédacteurs et reporters canadiens ont manifesté suffisamment de talent pour que nous les appuyions, surtout à l'heure actuelle. La nouvelle formule du magazine d'actualité *Maclean's* est bien meilleure que l'ancienne. Je félicite la publication de son résumé de nouvelles importantes intitulé «*Preview*», de sa nouvelle section plus importante et plus générale qui traite de l'actualité canadienne, de ses excellents reportages internationaux dans la section «*World*» et de ses articles vedettes, de ses interviews intéressantes de Canadiens importants et de ses sections sur des questions spéciales.

Saturday Night vient de faire une réapparition remarquée comme revue spécialisée. Récemment encore, une excellente revue d'actualité, la *Canadian Review*, était lancée à Ottawa. Ce sont des revues vraiment canadiennes qui continueront à s'étendre et à se développer grâce à notre appui et à des critiques positives. Je signale que déjà dans ce nouveau climat d'intérêt et de soutien, l'industrie canadienne des périodiques annonçait récemment qu'elle avait connu sa meilleure année. Un jour viendra où notre industrie canadienne de l'édition et d'autres media, comme la télévision, n'auront plus besoin d'un appui spécial de la

Périodiques non canadiens

population. Ce sera un beau jour. Pour le moment, nos media ont besoin de cet appui que nous n'hésiterons nullement à leur accorder. Les Canadiens surveilleront les résultats tout en espérant qu'ils justifieront cet appui.

Un jour viendra, monsieur l'Orateur, où les sceptiques et, ceux qui réclament de l'indulgence pour le Canada seront fiers et flattés de souligner la présence de media distinctement canadiens, autonomes et d'aussi haute qualité que n'importe quels autres. Ils seront fiers de leurs media comme nous sommes fiers de nos films et de notre musique canadienne, d'Expo 1967, des prochaines Olympiques de 1976 et de nombreuses autres réalisations canadiennes. Le fait est que *Time* et *Reader's Digest* vont continuer à être publiés et appréciés ici, éditions canadiennes ou non, bill C-58 ou non. Je viens juste de recevoir cet après-midi, comme d'autres députés, j'en suis sûr, un télégramme de M. Stephen Larue, président de la revue *Time*, qui se plaint de la règle des 80 p. 100 de contenu canadien que le ministre du Revenu national (M. Cullen) lui a annoncée à la Chambre le 23 octobre, il y a 25 jours, et qui constitue un revirement contestable de dernière minute sur un point important. Je l'ai lue, et elle ne peut guère me faire changer d'avis.

● (1630)

C'est un privilège et un honneur d'appuyer le bill C-58 et le progrès au Canada.

M. David MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, cette question a suscité beaucoup de discussion, non seulement depuis la présentation du bill C-58, mais depuis qu'il est question, ces dernières années, de la mesure dans laquelle les Canadiens peuvent exercer une certaine autonomie et une certaine activité dans leur propre industrie des communications. Il ne faudrait pas trop espérer que la mesure en soi suscite l'utopie que bien des gens appellent de leurs vœux, c'est-à-dire la possibilité accrue d'une crise de conscience nationale et la possibilité pour les artistes canadiens de même que pour divers secteurs de l'industrie des magazines d'exercer une plus grande influence.

Si le bill, c'est-à-dire les modifications qu'il apporte à la loi de l'impôt sur le revenu, est extrêmement bref, ses répercussions et sa valeur symbolique pour les Canadiens sont évidemment très grandes. Si on le lui demandait aujourd'hui, je pense que le ministre dirait qu'aucune de questions dont il a eu à s'occuper depuis qu'il occupe ce poste, n'a suscité plus d'intérêt, de correspondance et de passion, à la fois en dehors et au sein de son caucus, que celle-là. Il admet, j'en suis certain, que si la mesure en elle-même ne constitue pas une modification législative d'envergure, les conséquences et les répercussions en sont énormes.

C'est une situation classique au Canada. Nous essayons en quelque sorte de redresser un déséquilibre de plus en plus défavorable à notre population. Nous agissons sur un moyen de communication, les périodiques, dont la popularité n'a cessé de grandir depuis des décennies. Nous nous rendons compte que, peu à peu, nous avons perdu les moyens de publier et de communiquer entre nous dans notre pays, non pas à cause du dessein diabolique de quelque personne, organisme ou gouvernement, mais simplement par suite d'une situation générale qui persiste dans notre pays, c'est-à-dire notre proximité et notre association étroite avec la nation la plus puissante du monde, non seulement en matières économique et militaire, mais dans un domaine où le peuple américain l'emporte sur tout autre peuple, la communication et l'expression de ses idéaux et de ses idées.